

En quoi la lutte pour les services publics relève-t-elle d'un enjeu de civilisation ?

Lutte des cheminots, des énergéticiens, etc..

Mardi, 3 Avril, 2018

dans L'Humanité

Avec Willy Pelletier, coordinateur général de la Fondation Copernic et Christian de Montlibert, sociologue.

Rappel des faits. Avec les réformes annoncées dans le ferroviaire, des catégories sociales sont attaquées. En se mobilisant, elles posent la question de l'intérêt humain.

- **Les modernisations libérales décivilisent, les grèves civilisent par Willy Pelletier, coordinateur général de la Fondation Copernic**



Ce ne sont pas les grévistes qui, par plaisir, font grève ; ce sont les agressions libérales, en rendant les métiers et les vies impossibles, qui déclenchent les grèves. Les grèves ne paralysent pas, au contraire elles débloquent des situations intenable. Les grèves ne sont pas violences, au contraire elles empêchent les surcroûts de violences qu'imposent aux salariés ces dirigeants d'entreprise qui peuplent les ministères, avant de repartir vers les directions d'entreprise ou de banque. Nous connaissons Macron en Brutus, poignardant son père politique. Nous l'avons vu briser le Code du travail, chantant au Medef : « Je serai l'ombre de ton ombre/l'ombre de ta main/l'ombre de ton chien. » Le voici Néron, ivre de brûler Rome, brûler une civilisation. Brûler cette civilisation sociale que les luttes d'hier ont conquise ; que les militants d'hier par leurs sacrifices, leurs peines, ont conquise ; que, tous mêlés, les militants ouvriers d'autrefois ont conquise.

Nous avons, chacune, chacun, leurs visages en nous, leurs voix résolues et inquiètes en nous, leurs yeux rieurs, remplis de larmes, leur courage, leur souffle, leur vie donnée, licenciée, ruinée, mais debout, toujours debout. C'est pourquoi la lutte qui vient ne nous appartient pas. Cette lutte va au-delà de nous-mêmes, nous n'avons pas le droit de la perdre.

Les modernisations libérales décivilisent. Elles exaspèrent les concurrences dans et pour l'emploi. Elles insécurisent les carrières, les avenir. Elles explosent les collectifs de travail, séparent, isolent les souffrances. Elles empêchent qu'entre salariés se forge l'intérêt commun qui, hier, faisait voir le collègue, les jeunes, les travailleurs immigrés comme des semblables.

Les « décideurs » restent invisibles. Mais, au travail, où individuellement chacun se sent menacé et sans prise sur la menace, les plus proches, les voisins d'atelier ou de bureau devenus rivaux, localisables mais méconnus, inquiètent. Aux guichets des services publics, la détresse et la rage d'usagers démunis qui, depuis des mois, attendent pour n'obtenir rien rencontrent la lassitude d'agents surchargés, empêchés d'aider. S'avive ainsi, en milieu

populaires, le chacun seul, un « chacun sa merde » vécu dans l'impuissance amère, un sauve-qui-peut général.

Les grèves civilisent. Sans elles, ni congés payés, ni Code du travail, ni Smic, pas de limites aux heures de travail, des licenciements sans entrave, les protections sociales cédées aux assurances, les services publics d'aide sociale réduits à zéro et privatisés.

Fini le statut des fonctionnaires, qui garantit leur indépendance vis-à-vis des puissants. Paraphrasant Pierre Bourdieu, qui évoquait le mouvement des chômeurs, dans Normale Sup occupée, il faut dire ceci : la première conquête des grèves, ce sont les grèves elles-mêmes, leur existence même. Elles arrachent les travailleurs, toujours plus précaires, à l'invisibilité, à l'isolement, au silence.

En affirmant leurs droits, les grévistes ramènent à une certaine fierté ceux qui sont pressurés, abattus, voués à la fermer et rester à leur place.

Dans les grèves seulement, les apéros, les assemblées générales, les manifestations, se fabriquent des perceptions nouvelles de nos intérêts communs, des diagnostics partagés sur ce qui casse nos vies.

Dans les grèves seulement, se reconstruisent, coude-à-coude, l'entre-soi et les solidarités populaires. Dans les grèves seulement, gagnent en estime d'eux-mêmes ceux que la noblesse d'argent ignore et méprise.

Willy Pelletier Coordinateur général de la Fondation Copernic

- **Manifester, c'est défendre un système de lutte contre l'insécurité sociale par Christian de Montlibert, sociologue**



On n'a pas manifesté le 22 mars seulement pour défendre la situation de catégories de salariés mise à mal par les politiques gouvernementales. Les manifestations défendaient aussi les services publics, les systèmes de retraite, la Sécurité sociale, tout ce qui institue la solidarité.

En s'opposant à une croyance qui veut que la conception néolibérale de l'économie soit rationnelle et la seule possible, elles défendaient l'idée qu'une société n'est pas une collection d'individus qui s'assemblent au gré de leurs intérêts. Ce faisant, elles défendaient un mode de vie, et plus encore une « civilisation », qui s'oppose à l'insécurité sociale. L'ensemble de ces manifestations, cinquante ans après celles de 1968, rappellent également que la détermination paye : les 10 millions de grévistes de 1968 ont permis d'obtenir des avantages sociaux considérables – ainsi en est-il de l'accord interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi, des quatre semaines de congés payés, de la transformation du Smig en Smic, de la mensualisation, des indemnités de maternité, des accords sur la formation continue, sur la formation professionnelle, sur la durée maximale du travail, des préretraites

indemnisées à 70 % du salaire, de l'accession des immigrés aux élections professionnelles, de l'interdiction du travail clandestin, de la généralisation des retraites complémentaires, de la mise en place des garanties pour les salariés d'une entreprise placée en liquidation judiciaire, de l'indemnisation du chômage.

Depuis, le patronat s'efforce de reprendre ce qu'il a dû concéder, avec l'aide aujourd'hui d'un gouvernement qui camoufle son adhésion au néolibéralisme sous le couvert d'une expertise rationnelle. D'une certaine façon, ces manifestations honorent la mémoire de ceux et celles qui se sont battus, depuis l'expansion du capitalisme, pour inventer des systèmes mettant en actes l'égalité et la fraternité.

De fait, le développement des services publics n'a pu se mettre en place qu'après des luttes importantes entraînant souvent une répression des militants : il suffit de rappeler les décisions du cabinet de Clemenceau qui, en 1908, fit tirer sur les manifestants grévistes de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges et arrêter 31 dirigeants de la CGT, ou celles de Daladier, qui fit promulguer, le 12 octobre 1938, 32 décrets-lois qui, non seulement, revenaient sur tous les acquis du Front populaire de 1936, mais, en plus, permettaient la chasse aux étrangers clandestins et la répression de la mobilisation ouvrière ou, aujourd'hui, les poursuites pénales contre des militants.

Manifester, c'est défendre un système de lutte contre l'insécurité sociale dont le développement a été très lent tant les classes dominantes s'y opposaient : il faudra dix-huit ans avant que le projet de loi sur les accidents du travail, qui entraîne de facto une limitation du pouvoir patronal, ne soit voté ! Ce développement resta contesté : la loi Loucheur du 5 avril 1928, qui créait un système d'assurances sociales obligatoires donnant droit à des aides en cas de maladie, d'invalidité ou de maternité, étendues aux travailleurs agricoles en 1930 en permettant à l'État de compenser la faiblesse des cotisations des ouvriers agricoles par une dotation complémentaire, a été très violemment attaquée par les représentants des classes dominantes.

Ce développement, enfin, reste limité. Pourtant, l'expérience de ces quarante dernières années est venue vérifier l'hypothèse du progrès de l'égalité : même si l'intervention de l'État en matière de logement a été tardive, maladroitement, très incomplète, l'amélioration du logement, tant que dure « l'aide à la pierre », n'en a pas été moins réelle.

Même si l'intervention de l'État en matière scolaire est le plus souvent limitée par l'étroitesse des budgets, l'accession d'un plus grand nombre d'enfants à une culture générale et technique n'en est pas moins réelle. Même si l'intervention de l'État en matière de protection sociale a été souvent désordonnée et toujours freinée par les exigences patronales, il n'en est pas moins résulté, après des luttes sociales intenses il est vrai, jusque vers le milieu des années 1970, un appareillage efficace : en témoignent la généralisation de la Sécurité sociale, l'amélioration des retraites, la création du Smic, l'autorisation administrative de licenciement... Or, c'est ce système que les défenseurs du libéralisme mettent en cause. De fait, il s'agit surtout d'une régression. Sur le seul point des effets du statut des personnels, la comparaison que l'on pouvait établir entre les « gens du public » et les « gens du privé » le fait bien comprendre.

Les fonctionnaires se caractérisaient, il y a peu encore, par un moindre taux de suicide, un moindre taux de maladies mentales, une moindre condamnation pénale, une meilleure réussite scolaire et une meilleure intégration sociale de leurs enfants.

Il n'est pas jusqu'à la durée de vie qui, à situation professionnelle comparable, ne manifestait des différences à leur avantage. On comprend que les salariés du privé aient souhaité la généralisation de ces conditions d'existence et que, à l'inverse, vouloir aujourd'hui étendre les conditions d'existence du secteur privé au secteur public soit ressenti comme rétrograde. Vouloir, en plus, présenter cette régression comme un progrès relève d'autant plus de la duplicité des défenseurs des classes dirigeantes que l'on sait déjà ce qu'il en est des conditions de travail et des conditions d'existence, faute d'y avoir créé des postes de fonctionnaires : des milliers de précaires, intérimaires, contractuels, vacataires dans la fonction publique et dans les collectivités territoriales et hospitalières.

Manifester pour les services publics, c'est défendre une « civilisation », car soumettre « l'État social » au régime du secteur privé, c'est, d'une certaine façon, contribuer au relâchement des systèmes d'interdépendance liant les groupes professionnels et les individus les uns aux autres, en favorisant le repli sur soi.

C'est aussi réduire la possibilité d'une symbolisation des intérêts personnels et ainsi libérer l'agressivité. C'est dire que, dans ces conditions, la probabilité de tensions et de violences interpersonnelles et intergroupales augmente considérablement, tout comme les chances de stigmatisation des catégories jugées « infâmes ».

Manifester pour les services publics c'est, enfin, militer en faveur non seulement de leur maintien, mais aussi de leur extension.

C'est dire qu'il faut pousser l'État, pour espérer plus d'égalité et de fraternité, à réduire l'efficacité des mécanismes sociaux producteurs d'inégalités, en particulier en contribuant à réduire la violence propre aux mécanismes de marchés (du travail, du logement, etc.), mais aussi créer une gestion démocratique pour réduire les violences qui peuvent s'exercer dans les lieux de travail, les espaces d'habitat, les institutions de contrôle social... Mais cela n'est possible qu'en freinant la propension des classes dominantes à s'approprier les avantages procurés par le marché.

Christian de Montlibert

Sociologue